

# Subventions agricoles en Corse: trois hauts fonctionnaires ont été entendus en garde à vue

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 6 heures



Les gardes à vue se sont déroulées la semaine dernière dans les locaux de la gendarmerie à Paris. *Agathe Houdayer / stock.adobe.com*

Trois hauts fonctionnaires ont été interrogés en garde à vue mi-avril dans le cadre d'investigations à Paris sur des soupçons de fraudes aux aides agricoles européennes en Corse, a-t-on appris jeudi de source proche du dossier confirmant une information du Canard enchaîné.

Les gardes à vue, qui se sont déroulées la semaine dernière dans les locaux de la gendarmerie à Paris, ont été levées sans poursuite à ce stade, par une juge d'instruction du pôle financier du tribunal judiciaire de Paris, selon une source proche du dossier. Une information judiciaire sur des soupçons de fraudes aux subventions agricoles en Corse avait été ouverte en décembre 2019 par le parquet national financier (PNF) après un signalement des Inspections générales des finances et de l'administration et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, ainsi qu'une plainte de l'association Anticor.

Selon *le Canard enchaîné*, des hauts fonctionnaires sont soupçonnés d'avoir proposé à des éleveurs corses, après une réunion au ministère de l'Agriculture en janvier 2016, de détourner les aides allouées dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne.

Prévues uniquement pour les éleveurs porcins exploitant les châtaigneraies et les chênaies, les subventions ont été étendues «à tous les éleveurs», selon *le Canard enchaîné*. Le montant «*estimé, pour le moment, de la fraude totale sur les trois années concernées - 2015, 2016 et 2017 - est de 1,2 million d'euros*», selon une source judiciaire. «*On est satisfait que les investigations se poursuivent avec énergie*», a réagi auprès de l'AFP Me Jérôme Karsenti, avocat d'Anticor.

L'association avait déposé une plainte avec constitution de partie civile le 10 mai 2019 auprès du PNF pour «*détournements de subventions publiques agricoles massifs*», «*avec la complicité des autorités de contrôle*», dont les services préfectoraux, accusées de «*défaillances*». Selon Anticor, l'ensemble de l'escroquerie aux aides agricoles en Corse se chiffrerait à 36 millions d'euros entre 2015 et 2019. En parallèle, plusieurs enquêtes judiciaires pour «*escroqueries aggravées*» sont en cours à Bastia et Ajaccio, visant des exploitants agricoles.

Dans un rapport en juin 2018, l'Office antifraude de l'UE (Olaf), saisi par le groupe local d'Anticor en Corse et des particuliers, a mis en cause huit propriétaires de l'île, soupçonnés d'avoir surévalué les surfaces agricoles pour lesquelles ils demandaient des aides, avec la complaisance des organisations professionnelles. «*Les services de l'État*» ont, quant à eux, tardé à prendre «*des mesures correctrices*», avait reproché l'Olaf.